

tique et d'économie internationales, et comme « participants actifs » au cours de la discussion sur la coopération culturelle en général et sur le développement.

Le président Mitterrand a joué un rôle important lors de la mise en place du premier Sommet. Il s'est joint au Canada ainsi qu'à ses collègues africains pour définir dans ses grandes lignes ce que devait être le Sommet.

### De Paris à Québec

La première « Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français », tenue en février 1986, fut un événement historique. Les risques étaient grands. Elle devait pourtant s'avérer un grand moment de la coopération fédérale-provinciale sur la scène internationale. Le Sommet a montré que l'on pourrait donner au Québec sa place légitime dans la Francophonie, sans compromettre la primauté fédérale dans les relations internationales.

Le Sommet de Paris a également permis de faire prévaloir le concept canadien de consultation politique « à la Commonwealth », notamment sur l'Afrique du Sud. De même, une importante résolution sur la situation financière et les besoins alimentaires de l'Afrique a été présentée par le Canada; elle reflétait la dimension macro-économique que devait offrir, selon nous, cette nouvelle institution internationale.

De façon plus précise, le programme d'immunisation parrainé par le Canada a été étendu aux pays francophones, et un programme majeur de bourses a été créé. Un programme novateur d'aide et de formation techniques dans le domaine de l'énergie a été annoncé, et d'importantes mesures ont été prises en matière de télécommunications pour élargir l'espace audiovisuel francophone, domaine où le Canada possède indiscutablement des compétences.

À Québec, la nature et l'intensité des discussions dans le cadre du volet politique ont nettement illustré combien « réelle » était devenue cette nouvelle institution multilatérale. La situation au Moyen-Orient a donné lieu à un débat nourri. Par ailleurs, le Sommet a apporté sa caution morale à la lutte contre l'*apartheid*. En une expression unique de sa vision humanitaire, le Sommet a approuvé la création d'un programme de bourses pour les victimes de l'*apartheid*. Le Sommet francophone est vraiment devenu une étape essentielle dans la formulation de la politique envers l'Afrique du Sud. À ce titre, le Sommet a été le précurseur des décisions prises un mois plus tard par le Commonwealth à Vancouver.

Sur le plan macro-économique, on a mis tout particulièrement l'accent sur l'aide aux

pays endettés d'Afrique. Le Canada a effacé la dette au titre de l'aide publique au développement des pays francophones au sud du Sahara, mesure qui devait conduire à une décision similaire à Vancouver à l'endroit des pays de l'Afrique sub-saharienne, membres du Commonwealth. En tout, treize pays de la région ont bénéficié de cet effort collectif en vue de réduire le fardeau de leur dette. L'une des résolutions les plus progressistes à ce jour sur la coopération économique a été adoptée par les participants au Sommet et de nouvelles mesures de coopération ont été envisagées de façon à permettre une meilleure coordination entre les pays donateurs de la Francophonie. Une fois de plus, le travail accompli à Québec a ouvert la voie à la Déclaration sur le Commerce mondial adoptée par le Commonwealth à Vancouver.

À Québec, les initiatives amorcées à Paris en février 1986 ont été soit confirmées, soit élargies, comme ce fut le cas du programme canadien d'immunisation internationale. Quant au volet « coopération », sous la présidence efficace du premier ministre Bourassa du Québec, les cinq grands domaines retenus ont fait l'objet d'un examen approfondi et le travail s'est poursuivi de façon concrète dans les secteurs de la culture et de la communication, de l'agriculture, des industries de la langue, de l'énergie, et de l'information scientifique et le développement technique.

Le Sommet de Québec, dans la mesure où il constituait « l'épreuve du feu » pour l'avenir de la coopération entre les pays francophones, s'est avéré un succès remarquable. La Déclaration de Solidarité adoptée à Québec a non seulement défini les objectifs à long terme de la Francophonie mais elle en a également réaffirmé les principes de base. La Francophonie aujourd'hui correspond à un schéma conceptuel, elle a une finalité propre et elle s'est dotée d'un cadre d'action. Tout cela augure bien pour le prochain Sommet, à Dakar, au Sénégal.

### Le Canada et la Francophonie : ce qu'en retire le Canada

L'intégration du Canada dans la Francophonie vise à assurer l'épanouissement du fait français au pays et à l'étranger. Au pays d'abord, pour les 7 millions de francophones que compte le Canada sur une population de 25 millions d'habitants, dont 6 millions pour le seul Québec, les principales autres concentrations se retrouvant en Ontario, au Nouveau-Brunswick et au Manitoba. La participation à la Francophonie ajoute un élément de stabilité et d'harmonie à notre pays.

Chaque membre de la Francophonie contribue d'une façon particulière à son développe-